TOPOGRAPHIE – IMPLANTATION – EXPERTISE – COPROPRIETE – BORNAGE – URBANISME
ETUDE D'AMENAGEMENT RURAL & URBAIN – SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE – C.A.O / D.A.O

Département de l'Oise

COMMUNE D'ANGIVILLERS

8

PLAN LOCAL D'URBANISME

ARRÊT

ENQUETE PUBLIQUE

Dossier approuvé

EXECUTOIRE
A compter du

ANNEXE SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Aménagement Environnement Topographie

2 rue de Catillon
B.P. 225
60132 St Just-en-Chaussée
Tel : 03 44.77.62.30
Fax : 03 44.77.62.39

Société A Responsabilité Limitée de Géomètres-Experts
e-mail : aet.geometres@wanadoo.fr
Site : www.aet-geometres-urbanisme-vrd.fr

12-14, Rue St Germain
60200 Compiègne
Tel : 03 44.20.28.67
Fax : 03 44.77.62.39

LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DES SOLS

Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol sont des limitations administratives au droit de propriété.

Par opposition aux servitudes de droit privé qui constituent des charges imposées ou consenties au profit ou pour l'utilité d'un fonds voisin, les limitations administratives au droit de propriété sont instituées par l'autorité publique dans un but d'utilité publique.

Elles constituent des charges qui existent de plein droit sur tous les immeubles concernés et qui peuvent aboutir :
- soit à certaines interdictions ou limitations à l'exercice par les propriétaires de leur droit de construire, et plus généralement du droit d'occuper ou d'utiliser le sol ;
- soit à supporter l'exécution de travaux ou l'installation de certains ouvrages, par exemple les diverses servitudes créées pour l'établissement des lignes de télécommunications, de transport d'énergie électrique ;
- soit, mais plus rarement, à imposer certaines obligations de faire à la charge des propriétaires (travaux d'entretien ou de réparations).

Ces limitations administratives au droit de propriété peuvent être instituées au bénéfice de personnes publiques (Etat, collectivités locales, établissements publics), des concessionnaires de services ou de travaux publics (EDF, GDF, …), de personnes privées exerçant une activité d'intérêt général (concessionnaires d'énergie hydraulique, de canalisations destinées au transport de produits chimiques, …).

Elles s'imposent aux demandes d'occupation et d'utilisation du sol et doivent d'ores et déjà être prises en compte lors de la définition des options d'urbanisme retenues pour le développement de la commune.

Elles doivent figurer dans le document annexe du P.L.U.*

Les servitudes d'utilité publique qui intéressent le territoire de la commune d'Angivillers figurent sur le tableau « LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE ».

**Articles L.126-1 et R126-1 du code de l'urbanisme*

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Code	Intitulé de la servitude	Objet	Décision	Service gestionnaire
EL7	Servitudes d'alignement	RD 47	22.05.1865	Conseil général de l'Oise
EL7	Servitudes d'alignement	RD 36	10.12.1899	Conseil général de l'Oise
I3	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz	Canalisations de gaz haute pression	4.08.2006	GTRgaz
I4	Servitudes relatives à l'établissement de canalisations électriques	Liaison 225 kV Carrières-Roye dériv. Valescourt		RTE

ELEMENTS DU PORTER A CONNAISSANCE

➢ SERVITUDES EL7

Trois routes départementales traversent le territoire communal. Deux d'entre elles sont soumises à un plan d'alignement toujours applicable et opposable aux tiers :

- RD 36 : plan d'alignement approuvé en date du 10 décembre 1899 ;
- RD 47 : plan d'alignement approuvé en date du 22 mai 1865.

> *« L'alignement est la détermination, par le Conseil Général de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines. [...] Le plan d'alignement, auquel est joint un plan parcellaire, détermine après enquête publique, la limite entre la voie publique et les propriétés riveraines. [...]*
>
> *La publication d'un plan d'alignement ayant fait l'objet d'une délibération du Conseil Général attribue, de plein droit à la collectivité propriétaire de la voir publique, le sol des propriétés non bâties dans les limites qu'il détermine. Le sol des propriétés bâties à la date de la publication du plan d'alignement est attribué à la collectivité propriétaire de la voir dès la destruction du bâtiment. Lors du transfert de propriété, l'indemnité est, à défaut d'accord amiable, fixée et payée comme en matière d'expropriation.*
>
> *Le Conseil général est compétent pour approuver la création ; le maintien ou la suppression des plans d'alignements. Si ceux-ci concernent une agglomération, ils doivent être soumis à l'autorité municipale pour avis. »* Règlement de la voirie départementale, Département de l'Oise

Cf. courrier du Conseil Général de l'Oise

➢ SERVITUDES I3

GRTgaz exploite des ouvrages de transport de gaz sur le territoire de cette commune. Les parcelles traversées sont grevées d'une bande de servitude dite « non-aedificandi » telle que définie dans les conventions de servitudes signées entre les propriétaires et GRTgaz et répartie selon l'annexe jointe au courrier de GRTgaz.

Dès lors qu'un projet de construction se situe à proximité des canalisations de transport de gaz haute pression, et ce, dès le stade d'avant projet sommaire, il est demandé de consulter :
GRTgaz
Région Val de Seine
Agence Ile de France Sud
14 rue Pelloutier
Croissy-Beaubourg
77435 MARNE LA VALLEE Cedex 2

Il est à noter que ces canalisations sont soumises à l'arrêté du 4 août 2006 portant règlement de sécurité des canalisations de transport de gaz combustible, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

Présence de deux canalisations de transport de gaz au nord du territoire bâti.

Présence de Zone d'Effets Létaux Significatifs (ZELS) et de Zone d'effets létaux (ZEL) de chaque côté de la canalisation.

	Pression max. du service	Diamètre	ZELS	ZEL
Canalisation 1	67.7 bar	900 mm	315 m	415 m
Canalisation 2	67.7 bar	250 mm	50 m	75 m

Ces zones ne donnent pas lieu à servitude d'utilité publique. Elles complètent les actuelles bandes de protection (de l'ordre de quelques mètres) existantes pour la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages.

Afin de prévenir les risques pour la population consécutifs à un hypothétique accident technologique, il y a lieu d'interdire la construction ou l'extension :

- d'établissement recevant du public de plus de 100 personnes et d'immeubles de grande hauteur dans la ZELS ;
- d'établissement recevant du public de plus de 300 personnes et d'immeubles de grande hauteur dans la zone d'effets létaux (ZEL).

→ *se reporter au plan des « Informations jugées utiles » et au plan des « annexes sanitaires ».*

Cf. courrier et plan de GRTgaz et courrier de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Picardie

➢ SERVITUDE I4

Servitude d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattages d'arbres.

Suivant le Schéma Directeur de RTE, le territoire d'Angivillers est traversé par la liaison 225 kV Carrières-Roye deriv. Valescourt. L'itinéraire, tracé en rouge, est donné à titre indicatif sur le plan joint en annexe 2.

La présence de cet ouvrage nécessite l'autorisation, *en zone A du PLU,* de construction d'ouvrages électriques à Haute et très Haute Tension pour que le concessionnaire puisse réaliser les travaux de maintenance et de modification de ses lignes.

Résumé de l'effet des servitudes pour les lignes aériennes :

a) Aménagements paysagers - voirie et réseaux divers :

- les arbres de haute tige sont interdits sous l'emprise des conducteurs ;
- la hauteur de surplomb entre les conducteurs et les voies de circulation ne doit pas être inférieure à 9 mètres ;
- le franchissement de la traversée doit se faire en une seule portée ;
- le surplomb longitudinal des voies de communication dans une partie normalement utilisée pour la circulation des véhicules et la traversée de ces voies sous un angle inférieur à 7° sont interdits;
- libre accès aux pieds de supports et dans un rayon de 5 m autour de ces derniers ;
- les canalisations métalliques transportant des fluides doivent éviter les parcours parallèles aux conducteurs et respecter une distance de 3 m vis-à-vis des pieds de supports ;
- en cas de voisinage d'un support de ligne électrique aérienne HTB et d'une canalisation métallique de transport de gaz combustible, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés ou d'autres fluides dont la dissémination présente des risques particuliers, des dispositions sont à prendre pour que l'écoulement de défaut éventuel par le pied du support ne puisse entraîner le percement de la canalisation ;

b) Les constructions :

- Chaque entreprise devant réaliser des travaux sur la commune doit impérativement appliquer le décret n°91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution (demande de renseignement pour projet, déclaration d'intention de commencement de travaux).

Cf. courrier et plan de RTE

Annexe 1

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

EL 7 Servitudes d'alignement

oise
LE DÉPARTEMENT

DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DU DÉPARTEMENT
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT
DES TERRITOIRES

Bureau de l'aménagement
et de l'urbanisme
Tél : 03.44.06.65.22
Fax : 03.44.06.60.02

Le Président du conseil général

à

Monsieur le Directeur départemental
de l'équipement et de l'agriculture

Beauvais, le 10 FEV 2009

Objet : Collecte des informations nécessaires à l'élaboration du PLU
Commune d'ANGIVILLERS

Suite à votre demande en date du 18 décembre 2008 concernant la collecte des informations nécessaires à l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune d'ANGIVILLERS, prescrit par délibération du 23 septembre 2008, j'ai l'honneur de vous adresser les informations suivantes :

➢ Les routes départementales (RD) n°s 36, 47 et 530 traversent la commune.

- La RD n°36 est classée en 2ème catégorie. Les comptages de trafic, effectués en 2008, relèvent une moyenne journalière de 1456 véhicules dont 9% de poids lourds.

- La RD n°47 est classée en 3ème catégorie. Les comptages de trafic, effectués en 2008, relèvent une moyenne journalière de 538 véhicules dont 4% de poids lourds.

- La RD n°530 est classée en 4ème catégorie. Les comptages de trafic, effectués en 1999, relèvent une moyenne journalière de 419 véhicules dont 4% de poids lourds.

Le plan d'alignement sur la RD 36, approuvé en date du 10 décembre 1899, est toujours applicable et opposable aux tiers.

Le plan d'alignement sur la RD 47, approuvé en date du 22 mai 1865, est toujours applicable et opposable aux tiers.

Par ailleurs, je ne manquerai pas, en cours d'élaboration de ce document d'urbanisme, de vous faire parvenir tous les éléments nouveaux relevant de la compétence du département.

Pour le Président du conseil général,
et par délégation,
le Directeur adjoint du développement
des territoires,

Philippe DAVERDIN

Annexe 2

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

I 3 Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz

RÉGION VAL DE SEINE

AGENCE ILE DE FRANCE SUD
DEPARTEMENT APPUI RESEAU SUD

ARRIVÉE
16 MARS 2009
D.D.E.A S.A.U.E

DDE OISE
SERVICE DE L'AMENAGEMENT DE L'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT
40 RUE JEAN RACINE
BP 317
60021 BEAUVAIS CEDEX

VOS RÉF.

NOS RÉF. 12633-01 -AIFS/DARS/2009

INTERLOCUTEUR J.M. FLEURY ☎ 01.64 73 69 51
FAX 01 64 73 69 45

OBJET P.L.U

Croissy, le 12 février 2009

Monsieur Le Directeur,

Nous accusons réception de votre courrier du 18 décembre 2008 relatif au « Porter à Connaissance » du PLU de la commune de ANGIVILLERS (60).

Nous vous précisons que GRTgaz exploite les ouvrages de transport de gaz sur le territoire de cette commune. Les parcelles traversées par nos ouvrages sont grevées d'une bande de servitude dite « non-aedificandi » telle que définie dans les conventions de servitudes signées entre les propriétaires et GRTgaz, et répartie selon l' annexe jointe.

Nous vous rappelons que nos canalisations sont soumises à l'arrêté du 4 août 2006 portant règlement de sécurité des canalisations de transport de gaz combustible, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

En conséquence, nous demandons que le P.L.U précise de consulter « GRTgaz– REGION VAL DE SEINE – AGENCE ILE DE FRANCE SUD - 14, rue Pelloutier - Croissy-Beaubourg - 77435 MARNE LA VALLEE Cedex 2 » dès lors qu'un projet de construction se situe à proximité de nos canalisations de transport de gaz haute pression, et ce, dès le stade d'avant projet sommaire.

Vous trouverez ci-joint un plan schématique au 1/25000ème de nos ouvrages. Ceux-ci font l'objet d'un plan de pose détaillé, qui à ce jour, est en possession de la mairie.

Nous joignons à la présente un ensemble de textes législatifs et réglementaires instituant des servitudes d'utilité publique à inscrire au PLU.

D'autre part, nous trouverez ci-joint, le tableau de synthèse des distances d'effets (ELS ; PEL ; IRE) nécessaire à la collecte des informations en vue du « porter à la connaissance »

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions de croire Monsieur Le Directeur, à l'assurance de notre considération distinguée.

LE CHEF DE DEPARTEMENT RESEAU

J. COEFFE

P.J : Une carte schématique au 1/25000ème
Un rappel des textes
Un tableau des distances d'effets
Une annexe

N.B. Cette réponse ne concerne que les canalisations de Transport de gaz naturel haute pression exploitées par GRTgaz ,à l'exclusion des conduites de distribution de ErDF - GrDF ou celles d'autres concessionnaires.

TABLEAU DE SYNTHESE DES DISTANCES D'EFFETS

SCENARIO de RUPTURE de CANALISATION ENTERREE AVEC INFLAMMATION

DN	4 Bar			10 Bar			16 Bar			20 Bar			25 Bar			30 Bar			35 Bar			40 Bar			45 Bar			50 Bar			55 Bar		
	ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE
	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)
80	2	3	4	3	4	6	3	4	6	3	5	7	3	5	8	3	6	9	4	6	10	5	10	10	5	10	15	5	10	15	5	10	15
100	2	3	5	3	5	7	3	6	9	4	6	10	4	7	10	5	8	15	5	9	15	5	10	15	6	10	15	10	15	20	10	15	20
125	3	4	7	4	6	10	5	8	15	5	9	15	6	10	15	7	15	20	7	15	20	10	15	25	10	20	25	10	20	30	10	20	30
150	3	6	8	5	8	15	6	10	20	7	15	20	9	15	25	10	20	25	10	20	30	15	20	30	15	25	35	15	25	35	15	30	40
200	5	8	15	8	15	20	10	20	30	15	20	30	15	25	35	20	30	40	20	35	45	20	35	50	25	40	55	25	40	60	30	45	60
250	7	15	20	10	20	30	15	30	40	20	35	45	25	40	50	25	45	60	30	50	65	35	50	70	35	55	75	40	60	80	45	65	85
300							25	40	55	30	45	60	35	50	70	40	60	80	40	65	85	45	70	95	50	75	100	55	80	105	55	85	115
350										35	55	75	45	65	90	50	75	100	55	80	110	60	85	115	65	95	125	70	100	130	70	105	140
400										45	70	95	55	80	105	60	90	120	65	95	130	75	105	140	80	115	145	85	120	155	90	125	165
450													65	95	125				80	115	150	85	125	160							105	150	190
500													75	110	145				90	130	170	100	145	180							120	170	215
550													85	125	160				105	150	190	115	160	205							140	195	245
600													100	140	180				120	165	210	130	180	230							160	215	275
700																						165	225	280									
750																						180	245	305									
800																						195	265	330									
900																						230	310	380									
1000																						265	355	435									
1050																																	
1100																						305	400	485									
1200																																	

Vitesse du Vent 5 m/s

ELS : effets létaux significatifs (dose de 1800 [(kW/m²)4/3].s)
PEL : premiers effets létaux (dose de 1000 [(kW/m²)4/3].s)
IRE : effets irreversibles (dose de 600 [(kW/m²)4/3].s)

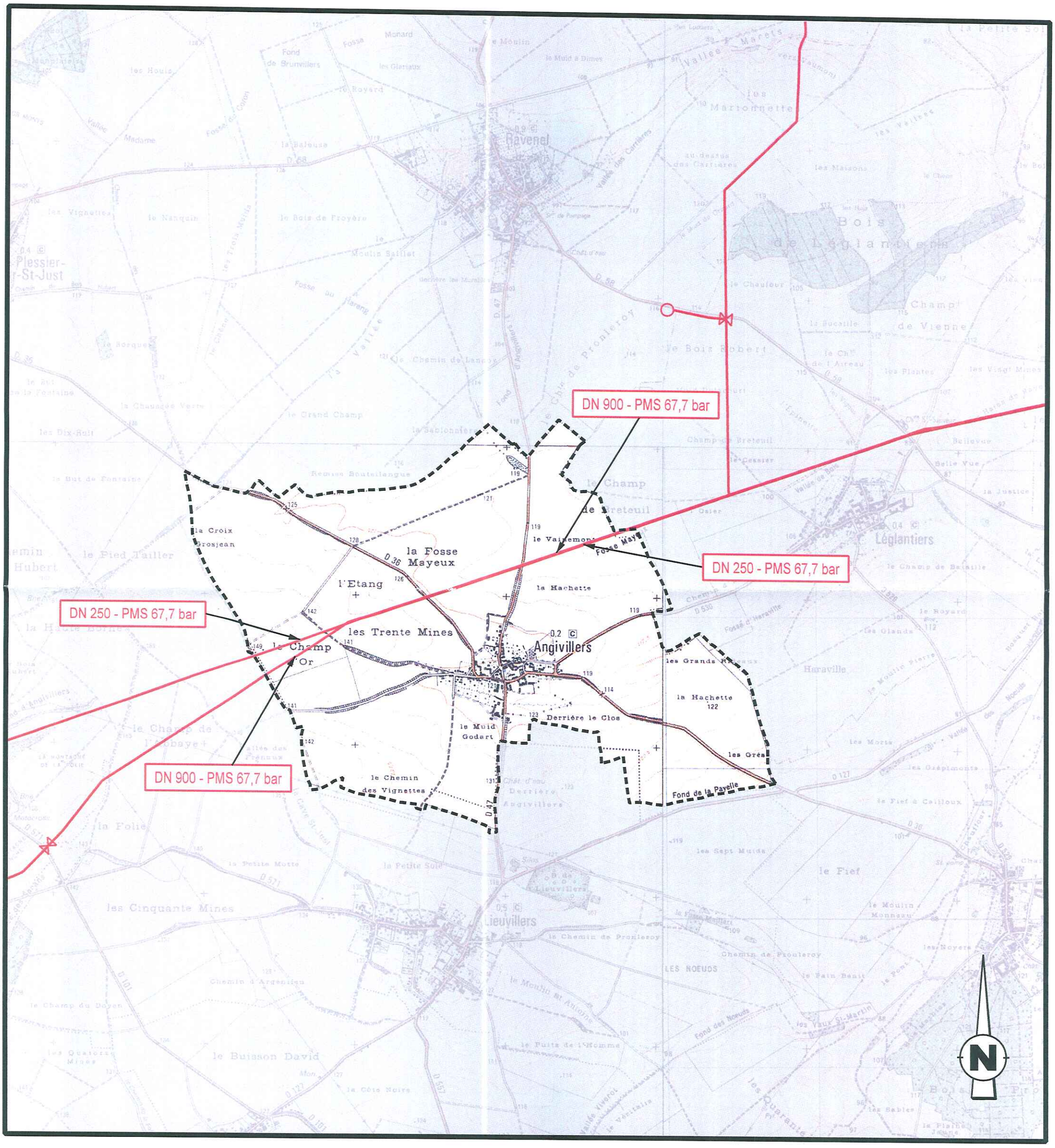
60 Bar			67,7 Bar			75 Bar			80 Bar			85 Bar			94 bar			100 bar			110 Bar			120 Bar			150 Bar			
ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE	ELS	PEL	IRE	DN
L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	L (m)	
5	10	15	5	10	15	5	10	20	5	10	20																			80
10	15	20	10	15	25	10	15	25	10	15	25	10	20	25																100
15	20	30	15	25	30	15	25	35	15	25	40	15	30	40							15	25	35							125
20	30	40	20	30	45	20	35	50	25	35	50	25	40	55							20	35	50				25	45	60	150
30	50	65	35	55	70				40	60	80	40	60	85							30	45	65	30	50	65	40	60	80	200
45	70	90	50	75	100				55	85	110	60	85	115							50	75	100				60	90	120	250
60	90	120	65	95	125				75	105	140	75	110	145							70	100	135				85	120	155	300
75	110	145	85	120	155				95	130	170	95	135	175							90	130	165	95	135	175	110	155	200	350
95	135	170	100	145	185				110	160	200	115	165	210							115	160	205				140	190	240	400
			120	165	205				135	185	235	140	190	240							135	190	240							450
			140	195	245				155	210	265	160	220	275							160	225	280							500
			160	220	275				175	240	300	185	250	310							190	255	320	200	270	335				550
			180	245	305				200	270	335	205	280	345							215	290	360							600
			225	300	370				245	330	405	255	340	420				230	305	380	245	325	400							700
			245	330	405				270	360	440	280	375	455																750
			270	355	435				295	390	480	305	405	495																800
			315	415	505				350	455	550	360	470	570																900
			365	475	575				400	520	625	415	540	650							420	545	655							1000
																					485	625	745				510	650	775	1050
			410	535	645				455	590	705	475	610	725													585	745	880	1100
															470	610	725				550	705	835							1200
															565	720	850										665	840	985	

ANGIVILLERS (60) Annexe(s) Servitudes

DN	Section	N° Parcelle	Lieudit	Lg	Lg D	Lg G	Ouvrage(s)
250	ZA	5	LE CHEMIN DE LEGLANTIERS	57	4,0	2,0	GOURNAY-SUR-ARONDE/BEAUVAIS
250	Z	10	LA FOSSE MAYEUX	256	4,0	2,0	GOURNAY-SUR-ARONDE/BEAUVAIS
250	Z	9	LA FOSSE MAYEUX	166	4,0	2,0	GOURNAY-SUR-ARONDE/BEAUVAIS
250	X	13	LES PLUMARDS	395	4,0	2,0	GOURNAY-SUR-ARONDE/BEAUVAIS
250	X	47	L'ETANG	308	4,0	2,0	GOURNAY-SUR-ARONDE/BEAUVAIS
250	X	69	LES VINGT DEUX MINES	255	4,0	2,0	GOURNAY-SUR-ARONDE/BEAUVAIS
250	X	58	LE CHAMP D'ENFER	408	4,0	2,0	GOURNAY-SUR-ARONDE/BEAUVAIS
250	X	70	LES VINGT DEUX MINES	2	4,0	2,0	GOURNAY-SUR-ARONDE/BEAUVAIS
250	ZA	4	LA FOSSE MAYEUX	226	4,0	2,0	GOURNAY-SUR-ARONDE/BEAUVAIS
250	X	46	L'ETANG	98	4,0	2,0	GOURNAY-SUR-ARONDE/BEAUVAIS
250	X	53	LES TRENTE MINES	316	4,0	2,0	GOURNAY-SUR-ARONDE/BEAUVAIS
900	ZE	15	LE CHEMIN DE LEGLANTIERS	47	7,0	3,0	CUVILLY/FONTENAY-MAUVOISIN
900	ZE	14	LE CHEMIN DE LEGLANTIERS	20	7,0	3,0	CUVILLY/FONTENAY-MAUVOISIN
900	ZE	6	LA FOSSE MAYEUX	276	7,0	3,0	CUVILLY/FONTENAY-MAUVOISIN
900	ZE	8	LA FOSSE MAYEUX	337	7,0	3,0	CUVILLY/FONTENAY-MAUVOISIN
900	ZD	15	LA PIERRETTE	614	7,0	3,0	CUVILLY/FONTENAY-MAUVOISIN
900	ZD	14	LA PIERRETTE	55	7,0	3,0	CUVILLY/FONTENAY-MAUVOISIN
900	ZL	1	L'ETANG	186	7,0	3,0	CUVILLY/FONTENAY-MAUVOISIN
900	ZL	3	L'ETANG	274	7,0	3,0	CUVILLY/FONTENAY-MAUVOISIN
900	ZL	2	L'ETANG	239	7,0	3,0	CUVILLY/FONTENAY-MAUVOISIN
900	ZC	14	LES PLUMARDS	487	7,0	3,0	CUVILLY/FONTENAY-MAUVOISIN

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune : ANGIVILLERS	Code INSEE : 60014	Echelle : 1 / 25000	0 300 500 m.	Date d'édition 09/02/2009



Numéro d'autorisation IGN : 10004

GRTgaz

- Canalisations de gaz Haute Pression en service
- Canalisations de gaz Haute Pression projetées
- Territoire de la commune
- Poste de coupure ou de sectionnement
- Poste de livraison client ou de Distribution Publique
- Poste de prédetente

GRTgaz
RÉGION VAL DE SEINE
AGENCE ÎLE-DE-FRANCE NORD
2, rue Pierre Timbaud
92238 GENNEVILLIERS CEDEX
Tél : 01 40 85 20 77 Fax : 01 40 85 27 27

MISE A JOUR MARS 2007

I.3 GAZ : CANALISATION DE TRANSPORT DE GAZ

1 - LISTE DES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES AYANT INSTITUE DES SERVITUDES A INSCRIRE AU P.L.U.

- **Loi du 15 juin 1906, article 12**, modifié par la loi du 4 juillet 1935, les décrets-lois du 17 juin et du 12 novembre 1938 et n° 67-885 du 6 octobre 1967 et par la loi n°2003-8 du 3 janvier 2003.
  (version consolidée au 20/12/2003 suite à l'apparition de l'ordonnance n°2003-1216)

- **Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946** sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, modifié par l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (article 60) relative à l'expropriation.
  (version consolidée au 08/12/2006 suite à l'apparition de la loi 2006-1253)

- **Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 modifié** relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisation abrogeant le décret n° 64-81 du 23 janvier 1964 (Décrets modificatifs : N°95-494 du 25 avril 1995, N°2003-944 du 03/10/2003).
  (version consolidée au 11 janvier 2006 suite à l'apparition du décret n° 2006-18)

- **Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967** relatif aux conventions amiables, et leur conférant les mêmes effets que l'arrêté préfectoral d'approbation du tracé.
  (version consolidé du 06 octobre 1967)

- **Arrêté du 11 mai 1970** complété et modifié par les arrêtés du 3 août 1977, 3 mars 1980 et 18 juin 2002 (*règlement de sécurité des ouvrages de transport de gaz combustibles par canalisation).*
  Texte abrogé par l'arrêté ministériel du 4 août 2006 (cf article 22) publié au JO du 15 septembre 2006. Ce texte, signé le 4 août 2006, est applicable à compter du 15/09/2006 date de sa parution au JO (cf article 22 de l'arrêté) et abroge l'arrêté du 11 mai 1970 modifié trois ans après la publication du nouvel arrêté, soit le 14 septembre 2009 (cf article 23 de l'arrêté).

- **Décret n° 70-492 du 11 juin 1970** (modifié par les décrets n° 85-1109 du 15 octobre 1985 et n° 2003-999 du 14 octobre 2003) portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement desdites servitudes.
  (version consolidée au 22 août 2004 suite à l'apparition du décret n°2004-835))

- **Arrêté ministériel du 4 août 2006** portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquide ou liquéfiés et de produits chimiques.

- Circulaire du ministère charge de l'industrie en date du 24 décembre 2003 relative à l'application du décret n° 2003-944 du 03 octobre 2003 modifiant la réglementation relative au transport de gaz par canalisations.

- Circulaire du ministère charge de l'industrie en date du 24 décembre 2003 relative à l'application du décret n° 2003-999 du 14 octobre 2003 modifiant le décret n° 70-492 du 11 juin 1970, relatif à la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.

- Circulaire du ministère charge de l'industrie n°2006-55 du 4 août 2006 relative au porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses (gaz combustibles, hydrocarbures liquides ou liquéfiés, produits chimiques).

- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (articles L.11-1 et suivants).

- Code de l'urbanisme (articles L.126-1 et R.126-1, R.126-2 et R.126-3)

2 - LISTE DES OUVRAGES A INSCRIRE DANS LE DOSSIER DU P.L.U.

* Voir détail des servitudes qui y sont liées.

(Arrêté préfectoral de servitudes légales - bande non-aedificandi - limitation du C.O.S.)

3 - SERVICES CONCERNES

a - GRTgaz
Région Val de Seine - Agence Ile de France Nord
2, rue Pierre Timbaud
92238 GENNEVILLIERS CEDEX

b - Ministère de l'Industrie
Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche et de l'Environnement
44 rue Alexandre Dumas
80094 AMIENS CEDEX 3

CODE DE L'URBANISME

Partie Législative

Chapitre VI : Servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol

Article L126-1

(Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 art. 55 Journal Officiel du 9 janvier 1983)
(Loi n° 95-101 du 2 février 1995 art. 88 Journal Officiel du 3 février 1995)
(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 202 III Journal Officiel du 14 décembre 2000)

Les plans locaux d'urbanisme doivent comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et qui figurent sur une liste dressée par décret en Conseil d'Etat.

Le représentant de l'Etat est tenu de mettre le maire ou le président de l'établissement public compétent en demeure d'annexer au plan local d'urbanisme les servitudes mentionnées à l'alinéa précédent. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois, le représentant de l'Etat y procède d'office.

Après l'expiration d'un délai d'un an à compter, soit de l'approbation du plan, soit, s'il s'agit d'une servitude nouvelle, de son institution, seules les servitudes annexées au plan peuvent être opposées aux demandes d'autorisation d'occupation du sol. Dans le cas où le plan a été approuvé ou la servitude, instituée avant la publication du décret établissant ou complétant la liste visée à l'alinéa premier, le délai d'un an court à compter de cette publication.

Partie Réglementaire - Décrets en Conseil d'Etat

Chapitre VI : Servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol

Article R126-1

(Décret n° 77-861 du 26 juillet 1977 Journal Officiel du 29 juillet 1977)
(Décret n° 83-813 du 9 septembre 1983 art. 7 Journal Officiel du 11 septembre 1983 date d'entrée en vigueur 1 octobre 1983)
(Décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 art. 3 Journal Officiel du 28 mars 2001)

Doivent figurer en annexe au plan local d'urbanisme les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et appartenant aux catégories figurant sur la liste annexée au présent chapitre.

Un arrêté du ministre chargé de l'urbanisme fixe la légende des différentes servitudes d'utilité publique figurant sur la liste mentionnée à l'alinéa précédent.

Article R126-2

(Décret n° 77-861 du 26 juillet 1977 Journal Officiel du 29 juillet 1977)
(Décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 art. 3 Journal Officiel du 28 mars 2001)

Le report en annexe au plan local d'urbanisme des servitudes d'utilité publique mentionnées au présent chapitre est opéré suivant la procédure prévue à l'article R. 123-36 pour la mise à jour dudit plan.

Article R126-3

(Décret n° 77-861 du 26 juillet 1977 Journal Officiel du 29 juillet 1977)
(Décret n° 83-813 du 9 septembre 1983 art. 7 Journal Officiel du 11 septembre 1983 date d'entrée en vigueur 1 octobre 1983)
(Décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 art. 3 Journal Officiel du 28 mars 2001)

La direction des services fiscaux reçoit communication, à l'initiative du maire, de l'annexe du plan local d'urbanisme consacrée aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol.

Loi du 15 juin 1906

Loi sur les distributions d'énergie (version consolidée au 20 décembre 2003)

Article 12

Modifié par Loi n°2003-8 du 3 janvier 2003 art. 25 III (JORF 4 janvier 2003).

La déclaration d'utilité publique investit le concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel, pour l'exécution des travaux dépendant de la concession ou autorisation de transport de gaz naturel, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics.

Le concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

S'il y a lieu à expropriation, il y est procédé conformément à la loi du 3 mai 1841, au nom de l'autorité concédante et aux frais du concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel.

La déclaration d'utilité publique d'une distribution d'énergie confère, en outre, au concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel le droit :

1° D'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à la condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, étant spécifié que ce droit ne pourra être exercé que sous les conditions prescrites, tant au point de vue de la sécurité qu'au point de vue de la commodité des habitants par les règlements d'administration publique prévus à l'article 18, lesdits règlements devant limiter l'exercice de ce droit au cas de courants électriques tels que la présence desdits conducteurs d'électricité à proximité des bâtiments ne soient pas de nature à présenter, nonobstant les précautions prises conformément aux règlements, des dangers graves pour les personnes ou les bâtiments ;

2° De faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées, sous les mêmes conditions et réserves que celles spécifiques à l'alinéa 1° ci-dessus ;

3° D'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ;

4° De couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

L'exécution des travaux prévus aux alinéas 1° à 4° ci-dessus doit être précédée d'une notification directe aux intéressés et d'une enquête spéciale dans chaque commune ; elle ne peut avoir lieu qu'après approbation du projet de détail des tracés par le préfet.

Elle n'entraîne aucune dépossession ; la pose d'appuis sur les murs ou façades ou sur les toits ou terrasses des bâtiments ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. La pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir. Le propriétaire devra, un mois avant d'entreprendre les travaux de démolition, réparation, surélévation, clôture ou bâtiment, prévenir le concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel par lettre recommandée adressée au domicile élu par ledit concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel.

Les indemnités qui pourraient être dues à raison des servitudes d'appui, de passage ou d'ébranchage, prévues aux alinéas 1°, 2°, 3° et 4° ci-dessus, sont réglées en premier ressort par le juge du tribunal d'instance : s'il y a expertise, le juge peut ne nommer qu'un seul expert (1).

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux installations de câbles électromagnétiques de guidage devant être utilisés par les navigateurs aériens.

Les actions en indemnité sont prescrites dans un laps de temps de deux ans à compter du jour de la délivrance de l'autorisation de circulation de courant, lorsque le paiement de ces indemnités incombe à une collectivité publique.

Nota - (1) Décret n° 67-885 du 6 octobre 1967, art. 1er : alinéa abrogé en ce qui concerne la compétence du juge du tribunal d'instance pour le règlement des indemnités prévues à cet alinéa.

Article 12 bis

Créé par Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 5 (JORF 14 décembre 2000 en vigueur le 14 décembre 2001).

Après déclaration d'utilité publique précédée d'une enquête publique, des servitudes d'utilité publique concernant l'utilisation du sol, ainsi que l'exécution de travaux soumis au permis de construire, peuvent être instituées au voisinage d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts. Ces servitudes sont instituées par arrêté du préfet du département concerné.

Ces servitudes comportent, en tant que de besoin, la limitation ou l'interdiction du droit d'implanter des bâtiments à usage d'habitation et des établissements recevant du public. Elles ne peuvent faire obstacle aux travaux d'adaptation, de réfection ou d'extension de constructions existantes édifiées en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur avant l'institution desdites servitudes, à condition que ces travaux n'entraînent pas d'augmentation significative de la capacité d'accueil d'habitants dans les périmètres où les servitudes ont été instituées.

Lorsque l'institution des servitudes prévues au présent article entraîne un préjudice direct, matériel et certain, elle ouvre droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit. Le paiement des indemnités est à la charge de l'exploitant de la ligne électrique. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation et est évaluée dans les conditions prévues par l'article L. 13-15 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis du comité technique de l'électricité, fixe la liste des catégories d'ouvrages concernés, les conditions de délimitation des périmètres dans lesquelles les servitudes peuvent être instituées ainsi que les conditions d'établissement de ces servitudes.

Loi n°46-628 du 8 avril 1946

Loi sur la nationalisation de l'électricité et du gaz
(version consolidée au 8 décembre 2006)

Article 35
(Modifié par Ordonnance n°58-997 du 23 octobre 1958 art. 60)

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'abattage d'arbres, d'aqueduc, de submersion et d'occupation temporaire s'appliquent dès la déclaration d'utilité publique des travaux.
Un décret déterminera les formes de la déclaration d'utilité publique des travaux qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes et n'impliquent aucun recours à l'expropriation. Ce décret fixera également les conditions d'établissement desdites servitudes.

Décret n°67-886 du 6 octobre 1967
Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique
(version consolidée au 11 octobre 1967)

Article 1

Une convention passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance des servitudes d'appui, de passage, d'ébranchage ou d'abattage prévues au troisième alinéa de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 susvisée peut remplacer les formalités prévues au quatrième alinéa dudit article.

Cette convention produit, tant à l'égard des propriétaires et de leurs ayants droit que des tiers, les effets de l'approbation du projet de détail des tracés par le préfet, qu'elle intervienne en prévision de la déclaration d'utilité publique des travaux ou après cette déclaration, ou, en l'absence de déclaration d'utilité publique, par application de l'article 298 de la loi du 13 juillet 1925 susvisée.

Article 2

Les contestations relatives au montant des indemnités dues à raison des servitudes prévues par l'alinéa 3 de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 susvisée sont soumises au juge de l'expropriation .

Article 3

Les contestations relatives au montant des indemnités dues à raison des servitudes d'aqueduc, de submersion, d'occupation et d'extraction de matériaux prévues au premier alinéa de l'article 4 de la loi du 16 octobre 1919 susvisée sont soumises au juge de l'expropriation .

Article 4

Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Décret n°70-492 du 11 juin 1970

Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes

(version consolidée au 22 août 2004)

TITRE III BIS : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET INSTITUTION DES SERVITUDES PRÉVUES PAR L'ARTICLE 12 BIS DE LA LOI DU 15 JUIN 1906

Article 20-1

Créé par Décret n°2004-835 du 19 août 2004 art. 1 (JORF 22 août 2004).

Les servitudes mentionnées à l'article 12 bis de la loi du 15 juin 1906 peuvent être instituées de part et d'autre de toute ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts, existante ou à créer. Ces servitudes affectent l'utilisation du sol et l'exécution des travaux mentionnés à l'article 20-2 dans un périmètre incluant au maximum les fonds situés à l'intérieur :

1° De cercles dont le centre est constitué par l'axe vertical des supports de la ligne et dont le rayon est égal à 30 mètres ou à la hauteur des supports si celle-ci est supérieure ;

2° D'une bande délimitée par la projection verticale au sol des câbles de la ligne électrique lorsqu'ils sont au repos ;

3° De bandes d'une largeur de 10 mètres de part et d'autre du couloir prévu au 2°.

Pour les lignes électriques aériennes de tension égale ou supérieure à 350 kilovolts, le rayon mentionné au 1° ci-dessus est porté à 40 mètres ou à une distance égale à la hauteur du support si celle-ci est supérieure et la largeur des bandes mentionnées au 3° ci-dessus est portée à 15 mètres.

Le champ d'application des servitudes peut être adapté dans les limites fixées au précédent alinéa en fonction des caractéristiques des lieux.

Article 20-2

Créé par Décret n°2004-835 du 19 août 2004 art. 1 (JORF 22 août 2004).

Dans le périmètre où sont instituées les servitudes prévues à l'article 20-1 :

1° Sont interdits, à l'exception des travaux d'adaptation, de réfection ou d'extension de constructions existantes mentionnés au deuxième alinéa de l'article 12 bis de la loi du 15 juin 1906 susvisée, la construction ou l'aménagement :

- de bâtiments à usage d'habitation ou d'aires d'accueil des gens du voyage ;
- d'établissements recevant du public au sens du code de la construction et de l'habitation entrant dans les catégories suivantes : structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées, hôtels et structures d'hébergement, établissements d'enseignement, colonies de vacances, établissements sanitaires, établissements pénitentiaires, établissements de plein air ;

2° Peuvent, en outre, être interdits ou soumis à des prescriptions particulières la construction ou l'aménagement de bâtiments abritant :

- des établissements recevant du public au sens du code de la construction et de l'habitation autres que ceux mentionnés au 1° ci-dessus ;
- des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et fabriquant, utilisant ou stockant des substances comburantes, explosibles, inflammables ou combustibles.

Article 20-3

Créé par Décret n°2004-835 du 19 août 2004 art. 1 (JORF 22 août 2004).

La procédure d'institution des servitudes mentionnées à l'article 20-1 est conduite sous l'autorité du préfet.

Préalablement à l'organisation de l'enquête publique, le préfet sollicite l'avis de l'exploitant de la ou des lignes électriques, des services de l'Etat intéressés et des maires des communes sur le territoire desquelles est envisagée l'institution des servitudes en leur indiquant qu'un délai de deux mois leur est imparti pour se prononcer. En l'absence de réponse dans le délai imparti, l'avis est réputé favorable.

Une enquête publique est organisée dans les conditions fixées par les articles R. 11-4 à R. 11-14 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le dossier soumis à l'enquête publique comporte :

1° Une notice présentant la ou les lignes électriques concernées et exposant les raisons de l'institution des servitudes, les éléments retenus pour la délimitation des périmètres envisagés et la nature et l'importance des restrictions au droit de propriété en résultant ;

2° Les avis prévus au deuxième alinéa recueillis préalablement à l'organisation de l'enquête publique ;

3° Un plan parcellaire délimitant le périmètre établi en application de l'article 20-1.

Les frais de constitution et de diffusion du dossier sont à la charge de l'exploitant de la ou des lignes électriques concernées.

La déclaration d'utilité publique des servitudes mentionnées à l'article 20-1 est prononcée par arrêté du préfet du département. Elle emporte institution des servitudes susmentionnées à l'intérieur du périmètre délimité sur le plan parcellaire annexé.

La suppression de tout ou partie des servitudes mentionnées à l'article 12 bis de la loi du 15 juin 1906 susvisée est prononcée par arrêté préfectoral.

Article 21

Modifié par Décret n°85-1109 du 15 octobre 1985 art. 3 (JORF 17 octobre 1985)

Sous réserve des dispositions de l'article 8 de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, les frais d'enquête qui comprennent notamment les indemnités qui peuvent être versées aux commissaires enquêteurs, lesquelles sont fixées comme en matière d'expropriation, et les frais de notification ou d'affichage exposés au cours de l'instruction des demandes de déclaration d'utilité publique et à l'occasion de l'établissement des servitudes sont à la charge du demandeur.

Annexe 3

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

I 4 Servitudes relatives à l'établissement de canalisations électriques

RTE Gestionnaire du Réseau de Transport d'Electricité

VOS REF. :

NOS REF. : LE TENP GIMR PSC 9-10016

INTERLOCUTEUR : Sérafina De la fuente
TEL. : 01 49 01 33 37
FAX : 01 49 01 33 29

DDE de l'OISE
Service de l'Aménagement,de l'Urbanisme et de L'environnement.
Cellule Aménagement, Déplacements et Développement Durable.

A l'attention de Madame France POULAIN
40 rue Jean RACINE
BP 317
60 021 Beauvais CEDEX

OBJET : Collecte des informations en vue du Porter à Connaissance PLU d'Angivillers.

Ce Courrier annule et remplace le précédent daté du 27/01/09 pour modification de l'intitulé de la ligne (il s'agit d'une ligne 225 kV et non 63 kV)

Nanterre, le 30 janvier 2009.

Par courrier cité en référence, vous avez bien voulu nous adresser, pour avis, le dossier mentionné en objet.

Nous vous informons que, l'ouvrage de Réseau de Transport d'Electricité qui suit est implanté sur le territoire de la commune :

- L.A : 225 kV CARRIERES – ROYE dériv. VALESCOURT

Nous vous demandons d'insérer cette servitude d'ouvrage électrique en annexe du PLU. De même, il est nécessaire que le règlement du Plan Local d'Urbanisme de la commune, autorise la construction d'ouvrages électriques à Haute et très Haute tension, dans les zones concernées afin que nous puissions réaliser les travaux de maintenance et de modification de nos lignes.

Nous restons à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire et nous vous prions d'agréer, Madame, l'assurance de notre considération distinguée

Serafina De La Fuente

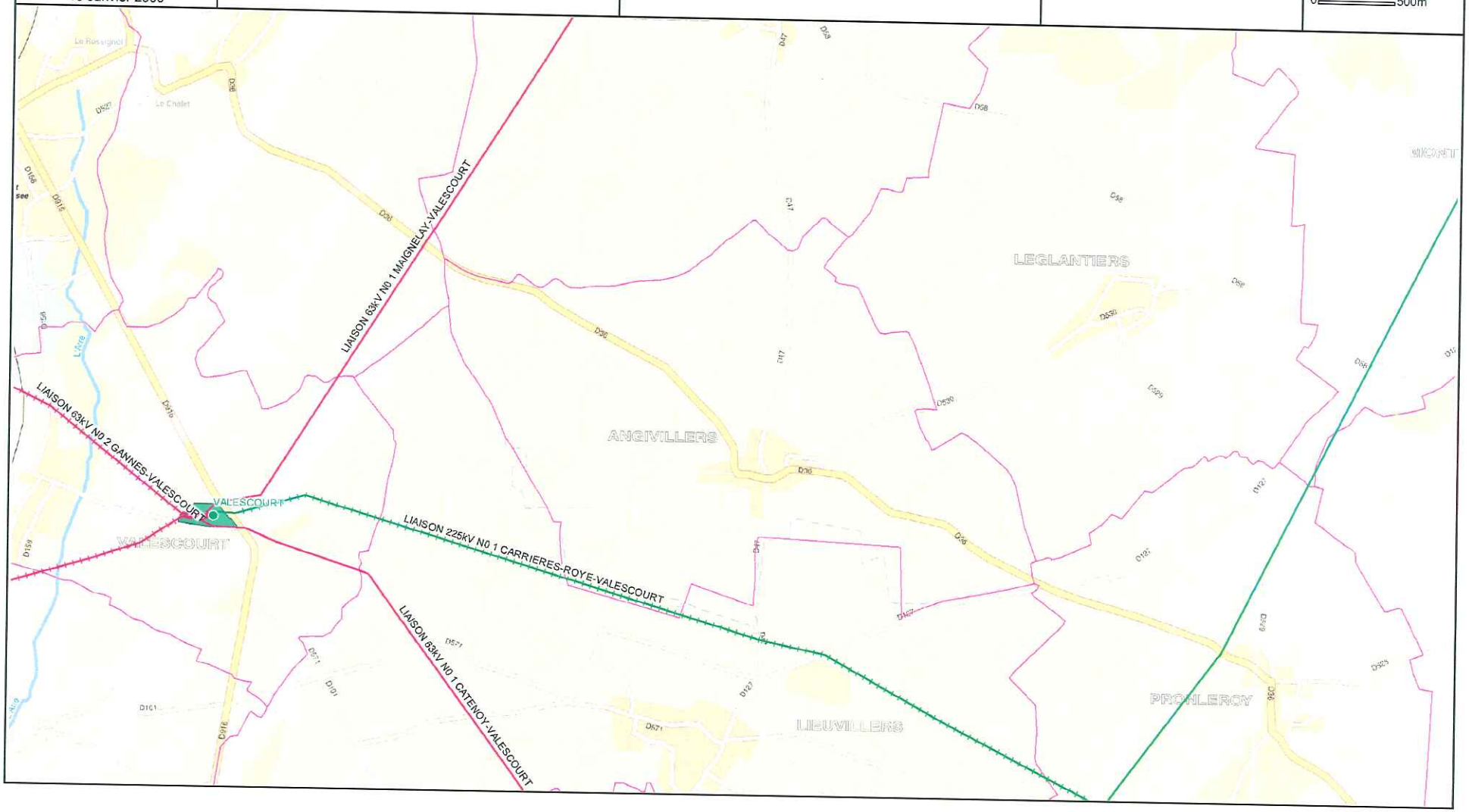
p.j. : - Plan de situation au 1/25000

GEONET
© RTE - © IGN - © MNHN
Document fourni à titre indicatif
Reproduction interdite
Accessibilité RTE

15 Janvier 2009

ANGIVILLERS 60

Tension des ouvrages
- 45 kV
- 63 kV
- 90 kV
- 150 kV
- 225 kV
- 400 kV

Echelle : 1:25000

0 500m